

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3866

[C — 2008/27121]

**2 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 8, 3°, 14, alinéa 3 et 15;

Vu le décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public, notamment les articles 4, alinéas 2, 8 et 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mai 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mai 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 28 juin 2007;

Vu l'avis n° 44.329/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° le décret : le décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public;

2° l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

3° le Comité de gestion : le Comité de gestion de l'Agence tel que visé par le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

4° le Ministre : le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions.

**Art. 3.** En cas de refus d'accès des chiens d'assistance aux établissements et installations destinés au public, les gestionnaires de ces établissements et installations doivent apposer, de manière visible, à l'entrée, l'affichage annexé au présent arrêté.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour être agréé pour le dressage des chiens d'assistance, l'instructeur ou l'association doit remplir les conditions suivantes :

1° s'il s'agit d'une association, avoir pour objet social le dressage de chiens d'assistance au sens du décret et du présent arrêté;

2° se conformer aux dispositions légales et réglementaires applicables à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public;

3° avoir une expérience active dans l'écolage de chiens d'assistance, cette expérience étant attestée par le nombre d'écolages réalisés au cours des trois dernières années;

4° réaliser, préalablement à la formation, une évaluation pluridisciplinaire (rapports médical, social et technique) du candidat-acquéreur afin d'évaluer son intégration et sa participation dans le processus de formation d'un chien d'assistance;

5° réaliser une formation minimale de six mois au futur chien d'assistance;

6° organiser, au minimum une fois par an, avec la personne à qui sera confiée le chien d'assistance et ce dernier, une évaluation de l'écolage réalisé et proposer, le cas échéant, des pistes de solutions aux problèmes soulevés.

§ 2. Les demandes d'agrément sont introduites à l'Agence au moyen d'un formulaire, dont le modèle est établi par le Ministre.

Toute modification des données contenues dans le formulaire doit être notifiée à l'Agence dans les quinze jours de sa survenance.

**Art. 5.** Dans les trente jours de la réception de la demande d'agrément, l'Agence délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande est complète soit un avis l'invitant à compléter, dans les deux mois, sa demande en précisant les pièces et/ou données manquantes.

**Art. 6.** L'Agence instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Comité de gestion dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Comité de gestion statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier.

L'agrément est octroyé pour une période maximale de six ans.

Si le Comité de gestion n'a pas statué sur la demande d'agrément dans le délai impartis, la demande est réputée refusée.

**Art. 7.** Les décisions de refus ou de retrait d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste.

**Art. 8.** La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite six mois au plus et trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours, dans les mêmes formes et suivant la même procédure que celle prévue pour la demande d'agrément.

L'Agence instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Comité de gestion dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Comité de gestion statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier.

Dans l'attente d'une décision définitive du Comité de gestion, l'instructeur ou l'association est sensé être agréé pour un délai de six mois prenant cours à partir de la date d'expiration de l'agrément.

Si le Comité de gestion n'a pas statué sur la demande de renouvellement d'agrément dans le délai impartis, la demande est réputée refusée.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** L'accompagnant d'un chien d'assistance reçoit, à la fin du dressage, de l'association ou de l'instructeur agréé qui l'a dressé un carnet, dont le modèle est élaboré par le Ministre, attestant ou permettant d'attester :

- de la qualité de chien d'assistance de l'animal, de sa formation et du suivi annuel effectué;
- de l'identité de l'accompagnant.

L'accompagnant d'un chien d'assistance ne peut se dessaisir du carnet tant que le chien d'assistance est en vie.

§ 2. Un chien d'assistance n'est plus reconnu en tant que tel si :

- il est devenu manifestement et définitivement inapte à accompagner une personne handicapée dans ses déplacements et actes de la vie quotidienne;
- il n'est plus destiné à la personne handicapée qu'il assistait.

Le carnet visé au § 1<sup>er</sup> doit alors être rendu à l'association ou à l'instructeur agréé qui a dressé le chien d'assistance.

§ 3. Une fois par an, l'accompagnant et son chien d'assistance doivent se présenter à l'évaluation de l'écolage organisée par l'instructeur ou l'association agréés conformément à l'article 4.

**Art. 10.** Au plus tard le 30 juin de chaque année, l'Agence établit un rapport sur l'exécution du décret.

Elle transmet, pour avis, ce rapport à l'organe consultatif compétent pour la politique des personnes handicapées.

Le rapport, complété de l'avis visé à l'alinéa précédent, est communiqué au Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Le Gouvernement transmet ensuite le rapport au Parlement wallon.

**Art. 11.** Le point 10.2. de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2004 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées est remplacé par la disposition suivante :

« 10.2. Chien-guide

Aucune intervention n'est octroyée pour des chiens d'assistance autres que les chiens-guides.

Conditions d'intervention :

a) Un rapport médical établi par un médecin ophtalmologue doit stipuler qu'après correction optique, le demandeur présente, à chaque oeil, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20°.

b) Le chien-guide doit être fourni par l'intermédiaire d'un instructeur ou d'une association agréés par l'Agence ou le Ministre selon les critères définis à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 portant exécution du décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public.

Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'un rapport de suivi positif établi par l'instructeur ou l'association agréés trois mois après la date de la mise à disposition du chien-guide auprès de la personne handicapée.

c) L'intervention dans le coût d'achat d'un chien-guide peut être renouvelée sur attestation d'un médecin-vétérinaire indépendant du centre de dressage et de l'instance reconnue qui a délivré le chien acquis précédemment.

Modalité d'intervention :

L'Agence octroie une intervention forfaitaire dans le coût d'achat et du dressage du chien, ainsi que dans le coût de la formation du demandeur. Cette intervention est limitée à 4.322,41 EUR plus T.V.A. »

**Art. 12.** Le décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

**Art. 13.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 octobre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
D. DONFUT

## Annexe

Le modèle d'affichage retenu pour porter à la connaissance du public le refus d'accès aux établissements et installations destinés au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance est le suivant :



L'accès à cet établissement / installation destinée au public est refusé aux chiens d'assistance tels que visés par le décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public pour le motif suivant (biffer la mention inutile) :

\* par un règlement spécifique à ce lieux motivé par des exigences d'hygiène, de santé publique, de sécurité ou d'impossibilité d'aménagement raisonnable;

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 portant exécution du décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public.

Namur, le 2 octobre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3866

[C - 2008/27121]

**2 OKTOBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 8, 3°, 14, lid 3 en 15°;

Gelet op het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond, inzonderheid op de artikelen 4, tweede lid, 8 en 9;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 mei 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 mei 2007;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 28 juni 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 44 329/4, gegeven op 16 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> het decreet : het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een assistentiehond;

2<sup>o</sup> het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées";

3<sup>o</sup> het Beheerscomité : het Beheerscomité van het Agentschap zoals bedoeld in het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

4<sup>o</sup> de Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid.

**Art. 3.** Indien de toegang met assistentiehond en tot de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties geweigerd wordt, moeten de beheerders van deze inrichtingen en installaties aan de ingang de bij dit besluit gevoegde aanplakbiljet zichtbaar aanbrengen.

**Art. 4.** § 1. Om erkend te worden voor de africhting van assistentiehond en moet de africhter of de vereniging aan de volgende voorwaarden voldoen :

1<sup>o</sup> als het gaat om een vereniging, de africhting van assistentiehonden in de zin van het decreet en van dit besluit als maatschappelijk doel hebben;

2<sup>o</sup> zich houden aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een assistentiehond;

3<sup>o</sup> een actieve ervaring hebben in de opleiding van assistentiehonden, deze ervaring wordt bevestigd door het aantal opleidingen de voorbije drie jaren;

4<sup>o</sup> vóór de opleiding, een pluridisciplinaire beoordeling uitvoeren (medisch, sociaal en technisch verslag) van de kandidaat-koper om zijn integratie en zijn deelneming in het opleidingsproces van een assistentiehond te beoordelen;

5<sup>o</sup> de toekomstige assistentiehond minimaal zes maanden opleiden;

6<sup>o</sup> minstens één keer per jaar een evaluatie van de uitgevoerde opleiding organiseren met de persoon aan wie de assistentiehond wordt toevertrouwd en laatstgenoemde, en, desgevallend, oplossingen voorstellen voor de aangekaarte problemen.

§ 2. De erkenningsaanvragen worden bij het Agentschap ingediend door middel van een formulier waarvan het model door de Minister is opgemaakt.

Elke wijziging van de gegevens vervat in het formulier wordt binnen vijftien dagen aan het Agentschap meegedeeld.

**Art. 5.** Binnen dertig dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag bezorgt het Agentschap de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als de aanvraag volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag binnen twee maanden te vervolledigen en hem wijst op de ontbrekende stukken en/of gegevens.

**Art. 6.** Het Agentschap behandelt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan het Beheerscomité over binnen één maand na de indiening ervan als ze volledig is.

Het Beheerscomité beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

De erkenning wordt toegekend voor een periode van maximum zes jaar.

Als het Beheerscomité binnen de voorgeschreven termijn over de erkenningsaanvraag geen beslissing heeft genomen, wordt het verzoek geacht geweigerd te zijn.

**Art. 7.** Indien beslist werd de erkenning te weigeren of in te trekken, wordt daarvan aan de aanvrager bij aangetekend schrijven kennis gegeven.

**Art. 8.** De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt maximum zes maanden en minimum drie maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning ingediend aan de hand van dezelfde formulieren en volgens dezelfde procedure als die voorzien voor de erkenningsaanvraag.

Het Agentschap behandelt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan het Beheerscomité over binnen één maand na de indiening ervan als ze volledig is.

Het Beheerscomité beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

In afwachting van een definitieve beslissing van het Beheerscomité wordt de africhter of de vereniging geacht te zijn erkend voor een termijn van zes maanden, die ingaat op de vervaldatum van de erkenning.

Als het Beheerscomité binnen de voorgeschreven termijn geen beslissing heeft genomen over de aanvraag tot hernieuwing, wordt het verzoek geacht geweigerd te zijn.

**Art. 9.** § 1. De begeleider van een assistentiehond krijgt op het einde van de africhting, van de erkende vereniging of africhter die de hond heeft afgericht, een boek waarvan het model bepaald wordt door de Minister, ten bewijze van of waarmee het bewijs kan geleverd worden van :

- de hoedanigheid van geleidehond van het dier, van zijn opleiding en van de uitgevoerde jaarlijkse opvolging;
- de identiteit van de begeleider.

De begeleider van een geleidehond mag zich niet van het boek ontdoen zolang de geleidehond in leven is.

§ 2. Een geleidehond wordt niet meer als dusdanig erkend :

- als hij duidelijk en definitief niet meer in staat is een gehandicapte persoon te vergezellen in diens verplaatsingen en handelingen van het dagelijks leven;
- als hij niet meer bestemd is voor de gehandicapte persoon die hij bijstond.

Het boek bedoeld in § 1 dient dan te worden teruggegeven aan de erkende vereniging of africhter die de geleidehond heeft afgericht.

§ 3. Eén keer per jaar moeten de begeleider en zijn assistentiehond zich aanbieden voor de evaluatie van de opleiding die overeenkomstig artikel 4 door de erkende africhter of vereniging wordt georganiseerd.

**Art. 10.** Uiterlijk op 30 juni van elk jaar maakt het Agentschap een verslag op over de uitvoering van het decreet.

Dit verslag wordt door het Agentschap voor advies overgemaakt aan het overlegorgaan dat bevoegd is voor het gehandicaptenbeleid.

Het verslag, aangevuld met het advies bedoeld in het vorig lid, wordt overgemaakt aan de Minister die het aan de Regering voorlegt.

Vervolgens maakt de regering het verslag over aan het Waalse Parlement.

**Art. 11.** Punt 10. 2. van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2004 tot bepaling van de tegemoetkomingsmodaliteiten en -voorwaarden inzake de materiële hulp verleend voor de integratie van gehandicapte personen wordt vervangen als volgt :

« 10.2. assistentiehond

De tegemoetkoming wordt uitsluitend voor assistentiehonden toegekend.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) Een medisch rapport van een oogarts moet specificeren dat de aanvrager, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherppte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20°.

b) De hond wordt bezorgd door bemiddeling van een africhter of een vereniging die door het Agentschap of de Minister worden erkend volgens de criteria omschreven in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond.

De tegemoetkoming door het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een positief opvolgingsattest, opgemaakt door de erkende africhter of vereniging, drie maanden na de datum waarop de geleidehond ter beschikking is gesteld van de gehandicapte persoon.

c) De tegemoetkoming in de aankoopkosten van een geleidehond kan hernieuwd worden op grond van een attest van een dierenarts die niet afhangt van het dressuurcentrum en de erkende instantie die de vorige hond bezorgd heeft.

Tegemoetkomingsmodaliteit :

Het Agentschap verleent een forfaitaire tegemoetkoming in de aankoop- en dressuurkosten van de hond, alsook in de kosten voor de opleiding van de aanvrager. Deze tegemoetkoming wordt beperkt tot 4.322,41 EUR exclusief BTW. »

**Art. 12.** Het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond treedt in werking op 1 december 2008.

Dit besluit treedt in werking op 1 december 2008.

**Art. 13.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 oktober 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

## Bijlage

Het gekozen model van aanplakking om het publiek mee te delen dat de toegang tot de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond geweigerd wordt, is de volgende :



De toegang tot deze voor het publiek bestemde inrichting/installatie wordt voor geleidehonden geweigerd zoals bedoeld in het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond, om de volgende reden (schrappen wat niet past) :

\* op grond van een specifiek plaatselijk reglement als de weigering gemotiveerd is om redenen van hygiëne, volksgezondheid, veiligheid of omdat een behoorlijke inrichting niet mogelijk is;

\* krachtens een andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling (nader te bepalen) :

.....  
.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond.

Namen, 2 oktober 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT